

Avec toutes les réserves méthodologiques nécessaires lorsqu'il s'agit d'examiner des réactions à chaud, voici quelques éléments qui permettent de commencer à délimiter le périmètre du débat.

- On voit d'abord **beaucoup de colère** (le mot revient souvent), en particulier vis à vis du fait que ça ne s'arrête pas. *« Va-t-on supporter encore longtemps ? »*

- Y compris une colère, sinon une haine, **exprimée envers les politiques, et FH en particulier**, de ne pas vivre la peur que les citoyens vivent, d'être surprotégés, voire de penser à leurs sondages et/ou leurs réélection pendant que les français sont en danger. Les polémiques du moment et les propos tenus le 14 juillet sont dans toutes les têtes, et servent de points d'accroche aux critiques.

« Comment pouvez-vous titrer ça... "Hollande confronté à la mort"... non lui n'est pas confronté à la mort il est bien à l'abri... ce sont les citoyens qui y sont confrontés... Ah oui mais toutes les polices de France étaient à Paris pour protéger monsieur... révolté... je suis révolté... ça donne envie de vomir... »

« Quelle horreur, malheureusement ce ne sera pas la dernière devant l'incompétence du gouvernement et d'un Président de la république qui ne pense qu'à sa réélection et des autres politiques. C'est ça la France . Hollande attendait que ça pour remonter dans les sondages. Il est grand temps de faire le ménage dans ce pays ».

« quand est-ce que ça va s'arrêter cette horreur... Hein monsieur "ça va mieux"???

- **Très peu d'appels à l'unité - encore moins que le 13 novembre dernier**. Faire ça le 14 juillet réveille néanmoins une forme de **patriotisme, mais furieux.**, en quête de vengeance.

- **Beaucoup de peurs individuelles**. Des formes d'identification de la part de personnes qui étaient dans un rassemblement quelque part hier soir : *« ça aurait pu être ici »*. *« On ne peut même plus regarder un feu d'artifice sans avoir peur »*.

C'est aussi le **premier attentat en province** : la menace se concrétise partout, elle vise tout le monde y compris les figures de l'innocence et de la vulnérabilité (enfants, grand mères, etc.). *« Condoléances aux proches des victimes. Chaque rassemblement est une cible pour ces fous de l'islam, et vous verrez ce sera dans des villes de plus en plus petites, car les grandes agglomérations sont maintenant très surveiller. »*

- **Interrogations immédiates sur l'état d'urgence** (qui semble ne servir à rien pour certains). Ce qui n'empêche pas, dans le même temps, des incompréhensions sur sa levée annoncée hier, qui semble pour certains montrer qu'on a baissé la garde, et qui pour d'autres est la preuve que nous contredisons nos propres arguments. Les interrogations portent également sur **les dispositifs** mis en place (comment un camion a-t-il pu entrer dans la zone piétonne?) ; **les failles** détectées mais jamais comblées (rapport parlementaire publié récemment, qui sert de point d'appui à ceux qui pensent que nous n'avons pas voulu faire tout notre possible).

« À quoi sert l'état d'urgence quand on voit qu'un événement comme celui-là n'était absolument pas protégé ? Comment expliquer que ce camion ait pu parcourir 2km dans la foule ? Et même qu'il ait été ainsi possible de le faire ? L'espace aurait dû être protégé par des dispositifs adéquats, surtout après les mises en garde du responsable du renseignement ! Et puis, assez d'angélisme! On connaît nos ennemis, il faut les stopper préventivement par tous les moyens ! Quant à ce gouvernement, il devrait présenter au plus vite sa démission. »

- Tout cela **conforte la demande, qui monte à chaque attaque, d'un « changement radical », avec peu de considération accordée principes, et une focalisation particulière sur l'Islam.**

« Des gens comme le chauffeur de ce camion, nous en avons plein les rues de nos villes. Donc cela se reproduira encore et encore. Il va falloir que les gens qui sont sensés nous protéger comprennent que les citoyens, considérant qu'il sont en danger, prendront eux-mêmes en main leur sécurité et celle de leurs enfants. »

« Nouveau drame. Mais toujours aucune réaction sur ce vrai problème qu'est l'Islam. Il faut vraiment se poser la question de l'Islam en France et des musulmans. Mais les politiques oseront-ils? »

- les français manifestent également un **désir de représailles, ou au contraire de remise en cause de nos frappes en Syrie.**

« Le criminel c'est Hollande. Voilà le résultat de la politique étrangère qu'il mène en Irak, au Mali, en Syrie. »

« Alors monsieur le président, puisque vous ne faites rien ici, quand donc enverrez-vous nos escadrilles écraser nos ennemis jusqu'à leur destruction totale ? D'autres pratiquent cette loi du talion, pourquoi pas nous ? Ce que vous refusez de faire, les citoyens pourraient bien le faire à votre place ici ... »

La difficulté est d'identifier et de nommer la cible, puisque dorénavant il semble que chacun peut passer à l'acte, seul, sans réseau et sans soutiens. Dès lors, la tentation peut être à la suspicion a priori sur la seule base "identifiable": le musulman, la personne "d'origine immigrée".

- Il n'y a, même chez les plus modérés, **aucun tabou dans la remise en cause des fondamentaux de la démocratie** (liberté d'expression de circulation, laïcité, tolérance). Ces valeurs nous imposent des règles du jeu qui nous sont défavorables. La tentation est alors à, comme le disait Ciotti ce matin "nous battre à armes égales", "changer de cadre" pour préserver ce qui en ces moments de peur et de douleur compte le plus: notre sécurité.

« Honte aux autorités qui n'ont rien fait pour éviter ce carnage. Après on critique et condamne la main de fer de Assad qui lui fait tout pour protéger son pays de ces barbares de Daech. »

« On ne peut laisser au hasard la sécurité. En ces temps d'insécurité aggravée, il convient d'effectuer rapidement les contrôles et prendre les mesures de surveillance et même des suspects potentiellement nuisibles. La neutralisation des suspects confirmés passe par l'isolement non pas dans des prisons de droits commun, mais des prisons militaires. Doit-on rappeler qu'il s'agit de vagues de guerres que le pays subit »

« Malgré les méfaits notoires de cette mouvance, RIEN n'est entrepris CONTRE les états, les associations et les individus qui soutiennent activement ou passivement une telle doctrine au nom de principes fondamentaux foireux. De plus toute personne qui incite au désordre publique (genre Martinez CGT etc) devrait être internée. Principe de précaution oblige. »

=> Ce qui se joue, c'est la possibilité du délitement de notre Nation. C'est l'unité, les bases sur lesquelles repose la communauté nationale. Dans ces moments-là, on reprend conscience d'un "nous": or là, c'est d'autant plus difficile que les débats politiques

arrivent très rapidement, et que le cadre dans lequel s'inscrit ce nous semble se fissurer (pas d'union sacrée, pas de possibilité de communier autour de la personnalité trop affaiblie du chef de l'Etat).

La problématique est désormais: "pouvons-nous vivre en sécurité, sans remettre en cause nos fondamentaux?". Clairement, la tentation de l'opinion est à la remise en cause radicale de tout ce qui peut l'être: liberté de circuler, liberté d'expression, droits fondamentaux quand ils bénéficient à des terroristes potentiels, tolérance religieuse. Au fond, le périmètre et les modalités d'organisation de la "Patrie".

Notre problématique, il me semble, est de résister à une demande de changement radical de paradigme (la pente naturelle d'une partie des responsables politiques, et de la droite). Pour tenir le pays ensemble et éviter le délitement, il faudra montrer qu'on peut garder nos fondamentaux (et que ceux-ci doivent être conservés) tout en vivant à peu près bien.

Pour cela, il faudra avoir suffisamment de crédit (par l'autorité, la lucidité, l'efficacité) pour avoir la capacité à apaiser les sentiments les plus violents et canaliser la colère. Ne pas non plus disqualifier le débat démocratique nécessaire, mais en poser très tôt les limites et rassurer sur le fait que nulle division ne saurait remettre en cause le cadre dans lequel se déploient les polémiques (il peut y avoir des questions, des débats, mais l'unité de la patrie n'est pas remise en cause, rien ne nous empêchera de faire bloc).

Reste une difficulté: puisque l'état d'urgence est affaibli, nous n'avons plus de preuve tangible, de symbole "nommable" et appropriable par tous de la force de notre réponse. Sans un tel symbole, il sera d'autant plus difficile de canaliser l'émotion.

« Ça ne peut plus durer. Ils ne font que subir. Et valls qui ose se moquer de Poutine. N'empêche, la grande différence, c'est que Poutine après n'importe quel attentat annonce qu'il pourchassera tous les terroristes pour les exécuter, alors que valls et cazeneuve annoncent tranquillement aux Français qu'il faut s'habituer à vivre avec le terrorisme et que d'autres innocents mourront et qu'on ne peut rien y faire et qu'il faut de tout pour faire un monde. Il faut absolument un changement radical en 2017. Il faut un clash. Ce sera brutal mais c'est la seule solution si nous voulons éviter le chaos qui nous fera disparaître. »

« Un franco-tunisien...ben voyons encore un musulman de bien inséré....désolé aux musulmans... nous ne sommes pas fait pour vivre ensemble... »

Il faut à mon sens anticiper des réactions potentiellement très violentes lors des futures expressions d'empathie et moments de communion.